

Une initiative de

En collaboration avec les services
de développement économique
des MRC et des municipalités

Programme Aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises

Demande d'aide financière

Numéro de dossier (espace réservé à la MRC) :

Ces renseignements sont obligatoires pour le traitement de votre demande. Toute absence de réponse ou tout refus peut entraîner le rejet de votre demande.

Cochez si l'entreprise a déjà bénéficié de l'Aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises et qu'elle fait sa demande dans le cadre de l'Aide aux entreprises en régions en alerte maximale (AERAM).

Section 1 – Renseignements sur l'entreprise			
Numéro d'entreprise (NEQ)		Nom de l'entreprise	
Adresse			
Municipalité			Province Code postal
Adresse de correspondance, si différente			
Municipalité			Province Code postal
Téléphone		Poste	Courriel général de l'entreprise
Site Web			
Principal gestionnaire			
<input type="radio"/> M.	Nom		Fonction
<input type="radio"/> M ^{me}			
Responsable de la demande			
<input type="radio"/> M.	Nom		Fonction
<input type="radio"/> M ^{me}			
Téléphone		Poste	Cellulaire Courriel
Actionnariat			
Tous les bénéficiaires et actionnaires de plus de 25 % doivent être inscrits. Si des sociétés détiennent l'entreprise, indiquez-le également avec le pourcentage de détention. Les informations seront utilisées à des fins de vérification des antécédents judiciaires.			
Principal actionnaire			
<input type="radio"/> M.	Nom		% de l'actionnariat Date de naissance (AAAA-MM-JJ)
<input type="radio"/> M ^{me}			
Dernière adresse municipale			
Municipalité		Province/État	Code postal Pays

Section 2 – Description sommaire de la situation et des besoins financiers		
Description de la situation		
Décrivez sommairement en quoi consiste la situation de l'entreprise en lien avec le maintien, la consolidation ou la relance de ses activités.		
Expliquez le lien de cause à effet entre les problèmes financiers et opérationnels de l'entreprise et la pandémie de la COVID-19.		
Sélectionnez la situation de l'entreprise parmi ces choix :		
<input type="checkbox"/> L'entreprise est fermée temporairement depuis le (AAAA-MM-JJ) : <input style="width: 150px;" type="text"/>		
<input type="checkbox"/> L'entreprise a réduit de façon substantielle ses activités.		
<input type="checkbox"/> L'entreprise prévoit fermer temporairement en date du (AAAA-MM-JJ) : <input style="width: 150px;" type="text"/>		
<input type="checkbox"/> L'entreprise doit cesser en totalité ou en partie ses activités parce qu'elle est située dans une zone en alerte maximale (zone rouge), et ce, en date du (AAAA-MM-JJ) : <input style="width: 150px;" type="text"/>		
Description des besoins financiers		
Note : les frais fixes mensuels indiqués par un astérisque (*) sont admissibles au volet AERAM (zones rouges).		
Détail des frais	Estimation totale (en \$)	Montant mensuel (en \$)
Frais relatifs à un bail commercial (portion non couverte par un autre programme gouvernemental)*		
Frais d'intérêts du prêt hypothécaire*		
Taxes municipales et scolaires*		
Frais relatifs aux services publics (électricité, gaz naturel)*		
Frais relatifs aux services de télécommunication*		
Frais relatifs aux assurances*		
Frais de permis ou d'association*		
Frais relatifs à un contrat de location d'équipement		
Pertes de marchandises		
Achat de marchandises pour la relance		
Salaires (portion non couverte par un autre programme gouvernemental)		
Autres frais (précisez)	Estimation totale (\$)	Montant mensuel (en \$)
Montant total :		

Section 3 – Autres informations pertinentes à votre demande

Inscrivez tout autre renseignement que vous jugez utile à l'analyse de votre demande.
Par exemple : nombre d'employés mis à pied, montant estimé des pertes de revenus, etc.

Section 4 – Aides financières gouvernementales demandées

Veillez inclure toutes les aides financières gouvernementales sollicitées et/ou confirmées. Exemples : Compte d'urgence pour les entreprises canadiennes, Subvention salariale d'urgence du Canada et Aide d'urgence du Canada pour le loyer commercial.

Aide financière	Type d'aide	Statut de l'aide financière	Montant (en \$)
Montant total des aides financières gouvernementales (en \$) :			

Section 5 – Documents à annexer à la demande

Cochez si les documents sont annexés à votre demande.

Documents obligatoires

- Derniers états financiers
- États financiers intermédiaires les plus à jour
- Budget de caisse ou prévisions de trésorerie Dossier de crédit de l'entreprise (ex.: Équifax)
- Pièces justificatives des frais fixes mensuels estimés (bail, avis d'imposition [taxes municipales et scolaires], contrat hypothécaire, contrat d'assurances, services publics, services de télécommunication, permis, association, etc)

Documents facultatifs

- Autres documents pertinents

Section 6 – Déclaration

Je confirme que les renseignements fournis dans cette demande et les documents annexés sont complets et véridiques et je m'engage à fournir toute l'information nécessaire à l'analyse de la demande.

Je comprend que le dépôt de la présente demande n'entraîne pas nécessairement son acceptation.

Je déclare que l'entreprise respecte les conditions d'admissibilité suivantes :

- L'entreprise est en activité au Québec depuis au moins un an.
 - L'entreprise n'est pas sous la protection de la Loi sur les arrangements avec les créanciers des compagnies ou de la Loi sur la faillite et l'insolvabilité.
 - L'entreprise est fermée temporairement, susceptible de fermer ou montre des signes avant-coureurs de fermeture.
 - L'entreprise est dans un contexte de maintien, de consolidation ou de relance de ses activités.
 - L'entreprise n'a pas déposé de demande au Programme d'action concertée temporaire pour les entreprises d'investissement Québec.
- J'accepte que les informations inscrites au présent formulaire et aux documents annexés puissent être utilisées à des fins de vérification des antécédents judiciaires des actionnaires de l'entreprise.
- J'accepte que les informations inscrites au présent formulaire et aux documents annexés puissent être utilisées à des fins de vérification de la cote de crédit de l'entreprise.
- Je comprends qu'une fausse déclaration pourrait entraîner le refus de la demande.

Nom du répondant officiel (signataire autorisé)

Fonction

Signature

Date (AAAA MM JJ)